

# ACTION URGENTE

## COLOMBIE. LA MÈRE D'UN HOMME TUÉ PAR L'ARMÉE MENACÉE DE MORT

**La mère et les avocats d'un jeune homme tué par des membres des forces armées colombiennes ont reçu des menaces de mort, quelques jours avant une audience concernant cette affaire.**

Le 17 mai 2013, une menace de mort a été adressée à **Alfamir Castillo**, présidente du Comité des femmes des travailleurs de la canne à sucre, et mère de Davey Mosquera Castillo, tué par des soldats colombiens le 8 février 2008 en même temps qu'Alex Hernando Ramírez Hurtado. Le message indiquait : « Mort à Alfamir [et] à ses avocats qui se mêlent de tout... » Cette dernière menace en date visant Alfamir Castillo et les avocats **Jorge Molano** et **Germán Romero** survient quelques jours avant une audience, prévue le 24 mai prochain et destinée à déterminer la responsabilité de commandants haut placés dans cette affaire d'homicide.

Le message a été déposé dans les locaux du Comité, qui est coordonné par l'Association de recherche et d'action sociale (NOMADESC), une ONG colombienne de défense des droits humains. Il s'agit du dernier en date d'une longue série de menaces. Alfamir Castillo et ses avocats ont déjà été menacés de mort en octobre 2012, quelques jours avant une audience. Cette femme et d'autres proches des victimes, ainsi que les témoins des exécutions extrajudiciaires et les avocats font l'objet de menaces et de manœuvres d'intimidation et de harcèlement.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :**

- faites part de votre inquiétude quant à la sécurité d'Alfamir Castillo, de Jorge Molano, de Germán Romero, d'autres proches des victimes et des témoins, et appelez les autorités à veiller à ce qu'une protection leur soit accordée, dans le respect de leurs souhaits ;
- exhortez-les à mener une enquête minutieuse et impartiale sur les menaces dont ces personnes font l'objet, et à traduire les responsables présumés en justice ;
- priez-les instamment de s'engager à prendre des mesures fermes pour mettre fin aux exécutions extrajudiciaires et garantir la protection des personnes qui militent pour obtenir justice, conformément aux recommandations formulées à plusieurs reprises par les Nations unies ;
- rappelez-leur qu'elles doivent respecter l'obligation qui leur est faite, aux termes de la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'Homme, de veiller à ce que les défenseurs des droits humains puissent mener leurs activités sans crainte.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 2 JUILLET 2013 À :**

#### Président de la Colombie

Juan Manuel Santos  
Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26  
Bogotá, Colombie

**Fax : +57 1 596 0631**

**Formule d'appel : *Excmo. Sr. Presidente Santos, / Monsieur le Président,***

#### Ministre de la Défense

Juan Carlos Pinzón  
Ministerio de Defensa  
Carrera 54, no.26-29  
Bogotá, Colombie

**Fax : +57 1 266 1003**

**Formule d'appel : *Sr. Ministro Pinzón, / Monsieur le Ministre,***

#### **Copies à :**

NOMADESC (Organisation locale de  
défense des droits humains)  
Carrera 9 No 4-53  
Barrio San Antonio  
Cali, Colombie

**Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays (adresse/s à compléter) :**

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 296/12. Pour plus d'informations : [www.amnesty.org/fr/library/info/AMR23/040/2012/fr](http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR23/040/2012/fr).

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

COLOMBIE. LA MÈRE D'UN HOMME TUÉ PAR L'ARMÉE MENACÉE DE MORT

## COMPLÉMENT D'INFORMATION

Dans le cadre du conflit armé qui déchire la Colombie depuis des années, les forces de sécurité ont systématiquement recours aux exécutions extrajudiciaires. Elles s'en servent comme d'une tactique visant à répandre la terreur dans le cadre de leur stratégie anti-insurrectionnelle. Le Bureau du procureur général enquête actuellement sur plus de 2 000 cas d'exécutions extrajudiciaires qui auraient été commises par les forces de sécurité. Les personnes militant pour obtenir justice dans ces affaires sont fréquemment menacées de mort ou tuées par des membres des forces de sécurité ou des paramilitaires collaborant avec eux.

Sept membres des forces armées ont déjà été déclarés coupables d'avoir participé à l'homicide de Davey Mosquera Castillo et d'Alex Hernando Ramírez Hurtado, tués le 8 février 2008 à Manizales, dans le département de Caldas. Plusieurs soldats appartenant au 57<sup>e</sup> bataillon anti guérilla Martires de Puerres de la brigade n° 8 sont impliqués dans cette affaire. Les dernières menaces en date surviennent tandis que les avocats de l'accusation essayent de mener à bien les procédures judiciaires engagées contre des commandants hauts placés.

Noms : Alfamir Castillo (f), Jorge Molano (h), Germán Romero (h)

Action complémentaire sur l'AU 296/12, AMR 23/023/2013, 21 mai 2013

**AMNESTY**  
**INTERNATIONAL**

